



Direction générale  
Dossier suivi par :  
police@ville-liffre.fr

AR : AR.2024.294

Envoyé en préfecture le 21/06/2024 Reçu en préfecture le 21/06/2024 Publié le ID : 035-213501521-20240621-AR2024_294BIS-AR
---

**Objet : Arrêté permanent relatif au port de caméras mobiles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions, à l'accès au traitement des données et aux agents habilités à procéder à l'extraction des données et informations.**

Le Maire de la commune de Liffré,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2 ;  
Vu le Code de la sécurité intérieure et son article L. 511-1 ;  
Vu le Code de la sécurité intérieure et son article L.241-2, titre IV : caméras mobiles, chapitre unique ;  
Vu le Code de la sécurité intérieure et ses articles R.241-8 à R. 241-15, titre IV : caméras mobiles, chapitre unique, section 2 : traitements de données à caractère personnel provenant des caméras individuelles des agents de la police municipale ;  
Vu la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique, article 3 ;  
Vu le décret n° 2019-140 du 27 février 2019 portant application du Code de la sécurité intérieure et relatif à la mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel provenant des caméras individuelles des agents de police municipale ;  
Vu le décret n°2022-1395 du 02 novembre 2022 modifiant les dispositions du Code de la Sécurité Intérieure relatives aux traitements des données à caractère personnel provenant des caméras individuelles des agents la police municipale,  
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, section 3 : droits de la personne concernée par un traitement de données à caractère personnel, articles 70-18 à 70-22 ;  
Vu le décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions ;  
Vu la circulaire NOR : INTDI908378N du 14 mars 2019 relative aux modalités de mise en œuvre de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale et des traitements de données à caractère personnel provenant des caméras individuelles ;  
Vu l'avenant n° 1 en date du 18 mai 2024 à la convention communale de coordination du 30 mars 2022 entre la Police Municipale de Liffré et la Gendarmerie Nationale ;  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 juin 2024 portant autorisation pour l'enregistrement audiovisuel des interventions des agents de police municipale par la ville de Liffré ;  
Vu la déclaration de conformité de la CNIL délivrée le 15 avril 2024 ;

Considérant la nécessité de pérenniser les caméras mobiles pour les agents de la police municipale afin de dissuader toute personne malveillante de commettre des exactions à leur encontre mais aussi d'améliorer et renforcer constamment les liens entre population et police et répondre aux évolutions sociétales et menaces pesant sur leurs actions au quotidien ;

Considérant l'exigence d'apporter la preuve irréfutable d'une contestation d'une tierce personne, notamment dans le cadre d'interventions sensibles pour démontrer le professionnalisme, la probité, la déontologie et la valeur probante des écrits des agents de la Police municipale ;

Considérant la nécessité de désigner l'ensemble des agents de police municipale porteurs des caméras individuelles dans le cadre de leurs interventions et de désigner et habilitier individuellement les agents ayant accès au traitement des données et à procéder à l'extraction des données et informations ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** L'ensemble des agents de la police municipale est habilité à porter et utiliser de façon apparente les caméras mobiles fournies aux agents de police municipale au titre de l'équipement des personnels, dans les conditions prévues au Code de la sécurité intérieure.

**Article 2 :** L'exploitation des données par les agents de la police municipale correspondent aux finalités suivantes :

- la prévention des incidents au cours des interventions des agents de la police municipale ;
- le constat des infractions et la poursuite de leurs auteurs par la collecte de preuves ;
- la formation et la pédagogie des agents de la police municipale.

**Article 3 :** Lorsque les agents de police municipale ont procédé à l'enregistrement d'une intervention dans les conditions prévues à l'article L.241-2 du Code de la sécurité intérieure, les données enregistrées par les caméras individuelles sont transférées sur un support informatique sécurisé dès leur retour au service. Les enregistrements ne peuvent être consultés qu'à l'issue de l'intervention et après leur transfert sur un support informatisé sécurisé.

Les données et informations sont conservées pendant une durée d'un mois à compter du jour de leur enregistrement. Au terme de ce délai, ces données sont effacées automatiquement des traitements. Lorsque les données ont, dans le délai d'un mois, été extraites et transmises pour les besoins d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, elles sont conservées selon les règles propres à chacune de ces procédures par l'autorité qui en a la charge.

Aucun système de transmission permettant de visionner les images à distance en temps réel n'est autorisé.

**Article 4 :** Dans le cadre d'une procédure judiciaire ou d'une intervention, les agents de police municipale auxquels les caméras individuelles sont fournies, peuvent avoir accès directement aux enregistrements auxquels ils procèdent afin de faciliter la recherche d'auteurs d'infractions, la prévention d'atteintes imminentes à l'ordre public, le secours aux personnes ou l'établissement fidèle des faits lors des comptes rendus d'interventions.

**Article 5 :**

A) Dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître, ont seuls accès aux données et informations mentionnées à l'article R. 241-10 du Code de la sécurité intérieure, en application de l'article R.241-12 & I du Code de la sécurité intérieure :

- BOURDINIÈRE Florent, Brigadier-Chef Principal, responsable du service de la police municipale ;
- GAVARD Stéphane, Brigadier-Chef Principal ;
- MARION Sandra, Brigadier-Chef Principal.

Ces personnes sont seules habilitées à procéder à l'extraction des données et informations mentionnées à l'article R.241-10 du code de la sécurité intérieure pour les besoins exclusifs d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation ou de pédagogie des agents.

B) Dans la limite de leurs attributions respectives et de leurs besoins d'en connaître, dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative, ou disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation et de pédagogie des agents, peuvent être destinataires de tout ou partie des données et informations enregistrées dans le traitement, en application de l'article R.241-12 & III de Code de la sécurité intérieure :

- Les officiers et agents de police judiciaire de la police nationale et de la Gendarmerie Nationale ;
- Les agents des services d'inspection générale de l'État, dans les conditions prévues à l'article L. 513-1 du Code de la sécurité intérieure ;
- Le maire en qualité d'autorité disciplinaire ainsi que les membres des instances disciplinaires et les agents en charge de l'instruction des dossiers présentés à ces instances ;
- Les agents chargés de la formation des personnels.

Article 6 :

- Monsieur le préfet d'Ille et Vilaine, préfet de Région
- Madame la commandante de la brigade de Gendarmerie
- Monsieur le directeur général des services

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Liffré, le 21 juin 2024.

Le Maire,  
Guillaume BÉGUÉ



**Le Maire de Liffré :**

- Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte ;
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

---

Hôtel de ville  
Rue de Fougères  
35340 LIFFRE

02 99 68 31 45  
[contact@ville-liffre.fr](mailto:contact@ville-liffre.fr)

[www.ville-liffre.fr](http://www.ville-liffre.fr)